



Inkingi

Forces Démocratiques Unifiées

United Democratic Forces

+31(0) 623075674 +32 (0) 477 813 062 info@fdu-udf.org www.fdu-udf.org
postbus 3124 2280 GC Rijswijk, Netherlands

L'opposition rwandaise, FDU-Inkingi, condamne la décision du gouvernement rwandais de rompre les relations diplomatiques avec la France.

L'opposition rwandaise, FDU - INKINGI, regrette la décision unilatérale du gouvernement rwandais de rompre les relations diplomatiques avec l'Etat français. Cette décision a été prise par un conseil extra-ordinaire des ministres convoqué, expressément, le 24 novembre 2006 par le Général Paul KAGAME. Ceci constitue une fuite en avant dans l'espoir de manipuler l'opinion nationale et internationale pour que des criminels continuent d'échapper à la justice.

Nous considérons que le fait que la justice française, en toute indépendance et en réponse à des plaintes déposées par des justiciables ayant qualité pour saisir la justice en France, ait décidé d'engager des poursuites contre Paul Kagame et les neuf autres suspects pour assassinats et complicité d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste, à savoir l'attentat du 06 avril 1994 contre l'avion présidentiel rwandais, n'est en aucune façon un acte hostile à l'Etat rwandais de la part de l'Etat français.

Si le Président Kagame et ses acolytes mettent en doute l'impartialité de la justice française qu'ils aient le courage d'en appeler, pour la première fois depuis douze ans qu'ils sont au pouvoir, à une contre-enquête internationale indépendante! Le gouvernement en place au Rwanda prouve encore une fois que c'est une caisse de résonance du dictateur et sa clique qui privilégient leurs intérêts personnels à ceux du peuple rwandais. Les actes criminels visés par le juge Bruguière sont survenus avant la mise en place du gouvernement FPR qui a tout fait pour bloquer toute tentative d'enquête sur l'acte terroriste qui a déclenché le génocide rwandais.

Dans ces conditions, l'opposition rwandaise regroupée au sein des FDU-Inkingi invite tout le peuple rwandais, les parlementaires, les sénateurs, des membres des Forces de Défense du Rwanda, des agents des services de sécurité ainsi que des dirigeants du FPR qui n'ont rien à se reprocher à soutenir toute action judiciaire indépendante contre des criminels qui ont précipité le Rwanda dans l'abîme.

En mettant le gouvernement rwandais derrière des suspects de crimes de terrorisme et en rompant unilatéralement les relations diplomatiques d'Etat à Etat, Paul Kagame et ses complices ont encore une fois démontré que ce gouvernement-croupion n'est qu'un instrument dans leurs mains qui n'est pas en mesure de défendre les intérêts nationaux. L'opposition rwandaise demande à l'Union Africaine et au Conseil de Sécurité des Nations Unies d'initier sans délais des consultations nécessaires pour la tenue d'une Table Ronde

regroupant toutes les forces vives du pays, y compris des membres du FPR et de l'armée non impliqués dans la tragédie rwandaise, pour la mise en place d'un gouvernement national responsable.

L'opposition rwandaise demande à la communauté internationale, aux Chefs d'Etat de la région des Grands Lacs, à l'Union européenne, aux gouvernements des pays membres du Conseil de Sécurité des Nations de soutenir cette initiative et de prendre toutes les mesures d'accompagnement susceptibles de la faire aboutir. Cette voie pacifique est la seule susceptible d'éviter de nouvelles tragédies, de mettre fin à l'impunité, de réhabiliter les victimes, de réconcilier le peuple rwandais et de stabiliser de façon durable la Région des Grands Lacs.

Nous insistons en particulier pour que des mesures d'embargo appropriées contre ces suspects soient appliquées sans délais.

Fait à ZEVENHUIZEN, le 25 novembre 2006

Pour les FDU-Inkingi,
Victoire INGABIRE UMUHOZA
Présidente